

Cette question est évoquée maintenant à la Chambre parce que les partis de l'opposition reconnaissent que nous sommes en période de récession et qu'ils nourrissent des appréhensions devant l'inaction du gouvernement. En effet, on n'a qu'à compter les banquettes vides du côté ministériel pour constater comment le gouvernement se désintéresse de la chose.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Lambert:** Il y a des rangées entières de banquettes vides.

**M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les îles):** Le ministre des Finances (M. Benson) est le seul membre du cabinet qui soit présent, et il est arrivé ici il y a quelques instants seulement. Je crois qu'en ce moment même quatre députés libéraux sont présents, ce qui montre bien à quel point ils se préoccupent de la situation économique du pays.

**Une voix:** Seulement quatre libéraux sont présents.

**M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les îles):** Le programme du gouvernement contre l'inflation est fondé sur une erreur de diagnostic et sur de faux remèdes économiques. Nous en convenons, le gouvernement a raison d'être inquiet de l'inflation et de la hausse des prix, comme doit l'être tout gouvernement. Une inflation effrénée peut démolir une économie et tout gouvernement qui ne s'attaquerait pas à ce problème de l'inflation et de la hausse des prix à la consommation manquerait à son devoir. Le gouvernement est en difficulté pour avoir fait un mauvais diagnostic, pour avoir pris les symptômes pour la maladie. Il a cru que l'inflation au Canada résultait d'une demande excessive par rapport à l'offre, ce qui est faux. Il a adopté par conséquent ces outils du XIX<sup>e</sup> siècle que sont les restrictions fiscales et monétaires généralisées. Le sénateur Lamontagne, ancien ministre du gouvernement libéral, l'a dit récemment à Toronto, comme le rapporte le *Globe and Mail* du 25 mars:

Le Canada est actuellement affligé d'une inflation causée par la poussée des coûts, plutôt que d'une inflation causée par les pressions de la demande.

Le sénateur a ajouté:

Ce genre d'inflation est de caractère structural et non cyclique et il provient de l'application de contrôles monopolistiques du côté de l'offre à la fois par les entreprises et les syndicats ouvriers, non d'une demande générale excessive. Il est donc possible d'avoir en même temps qu'une inflation causée par la poussée des coûts, une demande globale insuffisante, des prix à la hausse et une récession.

[M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les îles).]

Le sénateur Lamontagne a dit que la politique anti-inflationniste du gouvernement était l'œuvre de «disciples décadents de Keynes» et il a accusé le gouvernement de «cynisme inconscient». Sans aucun doute, le résultat des politiques anti-inflationnistes peu judicieuses du gouvernement a été désastreux pour le Canada. Les prix montent toujours et, à ce malheur, le gouvernement a ajouté le chômage et le ralentissement de l'économie. Les victimes de cette politique sont les pauvres et ceux qui vivent dans les régions les moins industrialisées du Canada. Les pauvres sont doublement frappés: d'abord, par le coût de la vie qui monte sans cesse, et ensuite, parce que bon nombre d'entre eux sont mis à pied. Lorsque ces questions ont été discutées pendant la période des questions, le premier ministre n'a cessé de dire: «Les Canadiens doivent s'imposer une discipline» et «Il faut éliminer la psychose de l'inflation». Monsieur l'Orateur, pourquoi faut-il que ce soit toujours les gens à faibles revenus qui s'imposent une discipline?

**Des voix:** Bravo!

**M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les îles):** Y a-t-il quelqu'un qui pense que la politique anti-inflationniste du gouvernement va enseigner aux présidents de banque, aux directeurs de sociétés, aux députés et aux sénateurs à s'imposer une discipline? Les mesures restrictives du gouvernement ne les atteindront pas. Ce sont les gens qui n'ont rien à voir avec l'inflation qui en souffrent davantage depuis que le gouvernement tente d'y remédier. Il en est de même des régions les plus pauvres du pays. Nous ne pouvons leur imputer l'inflation due à la poussée des coûts qui se produit actuellement, mais elles souffrent de toutes les conséquences de la récession économique que le gouvernement a imposée au Canada, en vue de réprimer l'inflation. Le travail du ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) est anéanti chaque jour par les restrictions monétaires et fiscales décrétées par le ministre des Finances (M. Benson).

La motion dont nous sommes saisis fait état de l'arrogance du gouvernement. Nul part ne manifeste-t-il plus clairement son arrogance qu'en insistant sur la nécessité de suivre une politique anti-inflationniste critiquée par presque tous les économistes réputés au Canada. Le Conseil économique du Canada, qui compte certains de nos meilleurs économistes, a mis le gouvernement en garde dès septembre dernier dans son 6<sup>e</sup> exposé annuel:

De nouvelles restrictions financières et monétaires pourraient bien se solder tout simplement par une augmentation du chômage et un ralentissement